



## Communiqué de presse de l'Association Suisse – Arménie

Berne, le 13 juin 2006

### La Suisse et l'Arménie souhaitent resserrer leurs relations

**Le Ministre arménien du commerce, M. Karen Chshmaritian, conclut aujourd'hui sa visite de travail en Suisse, où il a participé à un événement majeur organisé par le SOFI (Swiss Organisation for Facilitating Investments) en vue de promouvoir la place économique et commerciale arménienne. Le Ministre a été reçu à Berne par des représentants du DFAE ainsi que par le groupe parlementaire Suisse-Arménie, qui a organisé une réception en son honneur. La Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey se trouve au même moment à la tête d'une délégation du DFAE à Erevan, où elle a eu plusieurs rencontres au sommet. Un accord de double imposition entre la Suisse et l'Arménie a été signé hier avec son homologue arménien Vartan Oskanian. À noter également: la visite hautement symbolique de la Cheffe du DFAE au mémorial du génocide des Arméniens de 1915.**

Le Ministre Chshmaritian vient de participer à un événement de promotion économique organisé par le SOFI au Kongresshaus de Zurich. Le Ministre est à la tête d'une délégation comprenant la direction de l'Agence de Développement de l'Arménie (ADA, Armenian Development Agency). En marge de ce forum, le Ministre a eu la possibilité de rencontrer des représentants de l'économie privée suisse.

Dernièrement, l'Arménie a connu une croissance économique très forte et une augmentation de son PIB de 13% en 2005 en dépit d'un contexte général de taux d'intérêts bas (cf. annexe). Pendant les 50 dernières années, le pays a consolidé ses compétences scientifiques et technologiques ainsi que son positionnement en tant que fournisseur de services à la frontière orientale de l'Europe. Cette progression, ainsi que le haut degré d'instruction du pays, le dotent d'un grand potentiel économique. D'après les données de la Banque Mondiale, le revenu par habitant est, depuis quinze ans, le plus élevé des États du Caucase du Sud. En dépit ce fait, les relations économiques entre la Suisse et l'Arménie laissent encore place à une marge de progression notable.

À l'occasion de la présence du Ministre Chshmaritian en Suisse, le groupe parlementaire Suisse-Arménie a organisé aujourd'hui à Berne une réception, pendant laquelle les parlementaires fédéraux ont eu l'occasion de poser des questions sur la situation politique et économique de l'Arménie. La réception fut complétée par un entracte culturel donné par un duo de violonistes renommé.

Au même moment, la Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey se trouve à Erevan à la tête d'une délégation du DFAE, où elle a rencontré le Président de la République d'Arménie M. Robert Kotcharian et le Premier Ministre Antranig Markarian. Le sommet de cette visite a été atteint lundi matin avec la signature avec son homologue Vartan Oskanian de la *Convention entre la Confédération Suisse et la République d'Arménie en vue d'éviter la double imposition dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune*, suivi par une conférence de presse conjointe. Parmi les projets financés par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Madame Calmy-Rey a choisi de rendre visite au projet *Mission Armenia*, à Erevan. En fin de matinée, la Ministre a visité le mémorial et le musée de Dzidzernagapert, dédié au génocide des Arméniens en 1915. Elle y a déposé une gerbe florale et a planté un arbre à la mémoire des victimes.

Annexes:

- Synopsis de l'économie et du climat d'investissement en Arménie
- Discours de Ministre du commerce M. Chshmaritian devant le groupe parlementaire Suisse-Arménie

Contact: Sarkis Shahinian, Co-Président de l'ASA, 076 399 16 25, shahinian@armenian.ch

## Synopsis de l'économie et du climat d'investissement en Arménie

L'occasion de présenter l'Arménie à la communauté économique suisse tombe à point nommé, au moment où la politique constante et ininterrompue de réformes institutionnelles menées par le pays au cours de la dernière décennie fait apparaître un modèle d'expansion économique, d'activité d'affaires croissante et de confiance dans le marché.

Au cours des huit dernières années, l'Arménie a enregistré une croissance macro-économique constante, accompagnée d'une stabilité financière et monétaire soutenue. Lors des cinq dernières années le produit national brut (PNB) de l'Arménie a crû à un taux à deux chiffres. En 2005, la croissance du PNB a été de 13.9%. De plus, cette expansion flamboyante a eu lieu dans un contexte de taux d'intérêts durablement bas. La privatisation de l'économie a été et reste la pierre angulaire des réformes structurelles et institutionnelles de l'Arménie. Actuellement, environ 90% du PNB arménien est généré par le secteur privé.

Les réformes institutionnelles des dix dernières années ont bénéficié considérablement au développement de l'infrastructure de l'Arménie, amenant au pays une économie stable et expansionniste. Par exemple, bien que pauvre en ressources énergétiques propres, l'Arménie est devenue un générateur d'énergie électrique important et un exportateur dans toute la région. Le désavantage que représentent les ressources naturelles limitées a été transformé en avantage grâce au commerce et à la structure diversifiée de l'économie, ce qui a permis aux secteurs basés sur le savoir de prendre de l'importance. La main-d'œuvre qualifiée et éduquée présente dans le pays a été l'un des principaux facteurs de croissance qualitative de l'économie. L'industrie pharmaceutique, l'informatique, l'électronique, l'alimentaire et le traitement des produits agricoles, l'industrie textile et de l'habillement font partie des industries offrant des opportunités prometteuses aux investisseurs étrangers. La bijouterie et le traitement des diamants sont des denrées d'exportation traditionnelles de l'Arménie. Ces dernières années ont également assisté à une croissance importante du secteur du tourisme. Le développement de l'infrastructure touristique a contribué à augmenter le nombre de visites de touristes étrangers intéressés par la découverte de ces terres riches en culture et en histoire. Et ce mois-ci, en collaboration avec des partenaires privés suisses, l'Arménie a achevé une étude de faisabilité visant à la rénovation de la station de ski réputée de la ville de Tsakhadzor, sur la base d'un financement mixte, à la fois local et étranger.

Le marché arménien, en dépit de sa taille relativement réduite, est considéré comme une plate-forme de lancement attractive pour une expansion vers d'autres régions et marchés. Littéralement au carrefour de l'Europe, de l'Asie Mineure et du Moyen-Orient, l'Arménie voit sa position favorable renforcée par son accès libre de taxe à des marchés substantiels, tels que la Russie ou d'autres nations de l'ancienne Union Soviétique.

De plus, les mesures économiques orientées vers les marchés ont été un facteur majeur de l'accroissement de la part privée et du nombre d'acteurs de l'économie, les petites et moyennes entreprises (PME) contribuant à hauteur de 40% au PNB. En termes d'ouverture, l'Arménie a récemment été reconnue par les plus grandes institutions internationales, y compris la Banque Mondiale, le FMI, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement. L'« Index of Economic Freedom » a qualifié l'Arménie de pays démontrant un haut degré de liberté économique.

Les exportations de l'Arménie ont crû à un taux moyen de 25% par an au cours des cinq dernières années, ce qui a considérablement amélioré la balance commerciale du pays. La politique de commerce extérieur reste ouverte et contribue à l'intégration continue de l'Arménie dans l'économie globale. Grâce à un cadre légal tolérant au regard des transactions commerciales extérieures, l'Arménie a seulement deux catégories douanières : les exportations sont libres de toute taxe, d'une part, et les importations sont soumises à un taux fixe de 0% ou 10%, d'autre part. En tant que membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC / WTO), l'Arménie maintient sa législation commerciale et économique en accord avec les règles internationales.

La politique de « portes ouvertes » menée envers les investissements étrangers, l'assurance de traitement équitable des sociétés au regard des opportunités d'affaires ainsi que la protection de toutes les formes de propriété comptent parmi les principes fondateurs de la politique arménienne de promotion des investissements. La politique commerciale de l'Arménie est basée sur un régime douanier simple et comparativement transparent : il n'y a pas de restriction sur les volumes d'importation ni d'exportation, et les règlements couvrant les transactions commerciales et le change sont libéraux.

**REMARKS BY HIS EXCELLENCY KAREN CHSHMARITIAN  
MINISTER OF TRADE AND ECONOMIC DEVELOPMENT OF ARMENIA  
at the Swiss Parliament  
BERN, JUNE 13, 2006**

Honourable members of the Parliament, ladies and gentlemen:

We highly value our existing relationship with Switzerland on all levels and hope to enhance these ties in the future. We are also thankful to the humanitarian and technical assistance provided by the Swiss government since the earthquake of 1988 and, since then, through the Swiss Development and Cooperation Agency. We envisage stronger partnership and collaboration in the future, especially in forging business relations and implementing development projects.

Armenia embarked on the challenging path of fundamental socio-economic reforms right after regaining independence in 1991. In spite of overwhelming difficulties, we successfully managed to make the transition from a centrally planned to a democratic and free market economy based on the principles of private property and fairness.

Private Sector Development was formulated as one of the key elements of the government's economic policy. This entailed a massive privatization effort, thanks to which we were able to privatize 90% of Armenia's economy and enact economic policies in support of the private sector. This was an important milestone in achieving the recent economic development.

One of the key foundations of our policy framework is, in fact, economic integration into the global marketplace. Within this context, Armenia is actively involved in international organizations like the WTO, to which we acceded in 2002. This accession was deemed unique because it was fully supported by the business community in Armenia.

In 2004, Armenia was invited to engage in intensified political, economic and cultural relations with the EU. The European Neighbourhood Policy (ENP) sets indeed ambitious objectives and is based on our commitment to shared European values and effective implementation of political, economic and institutional reforms.

We also enjoy close cooperation and collaboration with international financial institutions and other trade and economic organizations. In particular, Armenia is considered a most efficient partner by the IMF and World Bank Group, with which it has undertaken dozens of joint projects. Other initiatives are undertaken in support of the private sector in cooperation with the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD).

Recently a World Bank economic overview called Armenia the "Caucasian Tiger" in view of the impressive economic growth registered in the past five years. We have indeed enjoyed double-digit GDP rates, most recently at 13.9% in 2005.

Since 2000, FDI inflows have been steadily growing and constitute half of all investment. In the external sector, exports have tripled and overall trade turnover exceeded by 31% in 2005 over the year before. Like other indicators it is now reflected exclusively in billion dollar marks. The country is now ready for a phase of export-oriented investments targeting new opportunities.

We can already claim with some pride the establishment of an institutionalised market economy based on best international practice. Several studies and surveys have concluded that Armenia is one of the most liberal and open market economies in the world. These include the economic freedom index issued by the Heritage Foundation and Wall Street Journal where Armenia ranks 27th out of over 150 countries. This appraisal is based on a study of 50 indicators, mainly in the capital flows and foreign investments, banking and financial systems, monetary, budget and trade policies, salaries and prices, state interference in the economy, property rights and regulations and black markets categories.

Despite its small size, Armenia's economic structure is very diversified. Contrary to other economies in the region, this condition shields us from dependency on one or two major sectors and negative global trends.

Armenia's current competitive advantages, essentially, are its free market access to almost all CIS countries and especially Russia, MFN treatment with all WTO member states (almost 149), educated and experienced labour force (99% of literacy), a relatively developed infrastructure (such as energy system, roads, communication network), impressive macroeconomic indicators, a diversified economy, liberal legislation and a thriving Diaspora.

For the future, Armenia targets the promotion of innovations that aim at developing the scientific and technological potential in the economy.

Having this in mind, we aim at formulating special policies to maintain our human capacity, increase productivity, optimise resource management to reduce the effects of international market fluctuations, and, govern efficiently to maximize return and overall output results out of activities.

The driving objective of our strategic approach, in short, is the creation of a knowledge based, private sector focused, export oriented and a well-managed economy, very much in line with the Swiss example.